

CONSEIL GENERAL

Les orientations budgétaires ne font pas de vague

Il ne s'est trouvé que Jean-Luc Bouzon, élu communiste de Saint-Dizier, pour se mettre en travers du chemin de Bruno Sido, hier, lors du débat sur les orientations budgétaires du Département. Les perspectives 2011 annoncées par le président du Conseil général ont été acceptées de manière tacite ou exprimée.

Hormis l'intervention véhémente de Jean-Luc Bouzon, axée davantage sur des considérations de politique générale et nationale, le débat d'orientation budgétaire présenté hier en séance plénière du Conseil général n'a fait aucune vague. Sur les cinq orientations phares détaillées par Bruno Sido, les socialistes (par la voix de Denis Maillot, Vignory) et les Indépendants (Jacques Labarre, Wassy) ont exprimé leur accord. Surtout sur l'idée qu'il faut poursuivre les investissements qui seront sensiblement en 2011 au même niveau que l'an dernier, soit environ 65 millions d'euros (75 millions d'euros seront inscrits). D'ailleurs, les orientations budgétaires 2011 ressemblent à s'y méprendre à celles énoncées l'an dernier avec des ressources contraintes et des dépenses qu'il faut canaliser. Le Département veut conserver un niveau d'autofinancement d'au moins 23 millions d'euros. C'est moins qu'il y a quelques années mais c'est un niveau qui permet, a expliqué Bruno Sido, «de poursuivre les grands projets», citant le plan collège ou Animal'Explora.

Gel des dotations levier fiscal cassé

Niveau d'autofinancement, politique d'investissement, la tendance au Conseil général est aussi toujours (plus que jamais ?) à la maîtrise de l'évolution des dépenses de fonctionnement prévues à hauteur de 156 millions d'euros pour 2011. Avec un budget social qui va connaître une année de forte hausse. Entre l'Aide personnal-

sée à l'autonomie (APA), la prestation de compensation du handicap (PCH), le revenu de solidarité active (RSA), l'enveloppe a augmenté de 20 millions d'euros en cinq ans. Des augmentations qu'il est difficile de contenir, le tout dans un contexte contraint sur fond de gel des dotations et de levier fiscal cassé, du fait de la réforme de la fiscalité (suppression de la TP)... Raison pour laquelle le Conseil général, entend, comme l'a indiqué Bruno Sido au chapitre de ses cinq grandes orientations, «solliciter au maximum les subventions des partenaires extérieurs, pour le plan Haute-Marne numérique ou encore Animal'Explora.»

En pleine crise ?

Alors que l'Etat annonce un budget de rigueur, Bruno Sido trouve normal que les collectivités locales prennent part à l'effort collectif. Revenant sur le débat des retraites, indiquant que «70 % des Français ne veulent pas de cette réforme», attaquant le chef de l'Etat qui veut, selon lui, «passer en force», Jean-Luc Bouzon estime que la situation sociale en Haute-Marne ne va pas en s'améliorant citant la crise sur le dépôt SNCF de Châlindrey, les difficultés chez Logifroid, ou encore McCormick à Saint-Dizier. «Dire que ça va mieux, c'est indécent», a estimé Jean-Luc Bouzon, indiquant que sur le projet Animal'Explora, il ne suivrait désormais plus la majorité du Conseil général. Un projet, inspecté par la chambre régionale des comptes, et qui a donc fait l'objet d'un autre débat.

Céline Clément



Bruno Sido : «Si la prudence est mère de sûreté, l'immobilisme, la frilosité, mènent inexorablement au déclin.»

Quelques chiffres

Les orientations budgétaires livrent quelques données chiffrées sur le budget primitif qui sera examiné en décembre.

- Dépenses de fonctionnement : 155,8 millions d'euros.
- Recette de fonctionnement : 178,8 millions d'euros.
- Dépenses d'investissement : 75 millions d'euros.
- Autofinancement : 23 millions d'euros.
- Emprunt : 24,1 millions d'euros.

Au chapitre des investissements, notons les travaux de voirie (19 millions d'euros) ; le plan collèges (14,7 millions d'euros) ; subventions d'équipement (13,8 millions d'euros) ; les infrastructures numériques (8 millions d'euros) ; Animal'Explora (3,5 millions d'euros).

Au fil des dossiers...

La fibre pour le numérique

Après le fiasco de l'Internet par satellite, le Conseil général développe son plan Haute-Marne numérique par l'enfouissement d'un réseau de fibre optique.



Le Conseil général a investi dans sa propre machine pour poser la fibre optique.

Ça avance mètre après mètre. La fibre optique tisse sa toile dans le département au nom du plan Haute-Marne numérique qui doit faire oublier à terme le fiasco de l'Internet par satellite. Déjà 15 km de fibre optique ont été posés par le biais d'une machine qui a été prêtée. Le Conseil général va toucher d'ailleurs lundi sa propre machine.

Ce plan en trois phases jusqu'en 2015 doit permettre de *«faire pleuvoir là où il fait sec et améliorer le débit pour tout le monde»*, a résumé Bruno Sido. Deux

opérateurs, SFR et Free, *«ont exprimé leur volonté d'équiper l'ensemble des sites desservis par le réseau optique Haute-Marne numérique»*, quand *«France Telecom a indiqué étudier l'utilisation du réseau pour alimenter ses équipements»*

Cet intérêt, espéré, va permettre au Conseil général d'équilibrer l'exploitation du réseau par les recettes. Le coût d'exploitation est estimé entre 500 000 et 600 000 € TTC une fois le déploiement du plan achevé.

Ph. L.